

Leçon 2.2 Partie 2



Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix

Partie 2 – Aperçu de la leçon



Durée minimale de la leçon : Partie 2, 45 minutes (Activité d'apprentissage 2.2.4 incluse).

La leçon – Partie 2	Pages	Diapositives
État de droit et activités connexes	2-10	1-4
Assistance électorale	10-15	5-7
Soutien à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'État	16-18	8-9
Affaires civiles	18-20	10
Soutenir les processus politiques pour la paix	20-27	11-12
Activité d'apprentissage obligatoire 2.2.4 : Interprétation des mandats	27-28	13
Clôture de la leçon	28	14
Document – Résumé des messages clés Partie 2	29-32	–

Activité d'apprentissage facultative

Activité d'apprentissage facultative 2.2.2 : Le procès qui a fait tomber un seigneur de guerre en République démocratique du Congo

Voir 2.2 Aide à l'apprentissage

La leçon

État de droit et activités connexes



Conseils aux formateurs : À titre d'introduction à cette partie de la leçon, demandez aux participants ce qu'ils ont retenu des activités relatives à l'État de droit et des activités connexes dans la vidéo diffusée au cours de l'Activité d'apprentissage 2.2.1. Insistez sur le point clé de la vidéo, à savoir le fait que tous les aspects d'un État de droit efficace doivent être pris en charge et fonctionner pour que le système national puisse être rétabli : cadres juridiques, pouvoir judiciaire, police et système pénitentiaire, sécurité et droits humains. La justice transitionnelle est particulièrement importante pour faire la transition entre une période de conflit violent, marquée par l'effondrement de ces systèmes, et une nouvelle ère caractérisée par le rétablissement complet de ces systèmes et de la confiance des citoyens à leur égard.

Diapositive 1



2.2 Partie 2 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix

Qu'est-ce que l'État de droit ?

État de droit : cadre juridique et politique dans lequel la redevabilité incombe à chacun (chaque personne et chaque institution, y compris l'État)

Les lois doivent être :

- Annoncées et communiquées publiquement (promulguées)
- Appliquées de la même manière à tout le monde
- Soumises à l'appréciation de juges indépendants lorsqu'elles ne sont pas respectées
- Conformes aux normes et standards internationaux en matière de droits humains.

MFBPD de l'ONU 2025
Diapositive 1



Message clé n°1 : L'État de droit est essentiel à une paix et une sécurité durables. Il constitue le fondement de la prévention des conflits, du rétablissement et du maintien de la paix, de la pérennisation de la paix et de la consolidation de la paix. Il est essentiel pour lutter contre les injustices et les inégalités qui alimentent les conflits et pour protéger les civils dans les situations de crise et d'après-conflit.

Qu'est-ce que l'État de droit ?

L'**État de droit** est le cadre juridique et politique qui contraint toutes les personnes et les institutions, y compris l'État, à la redevabilité. Les lois doivent être :

- Annoncées et communiquées publiquement (promulguées)
- Appliquées de la même manière à tout le monde
- Soumises à l'appréciation de juges indépendants lorsqu'elles ne sont pas respectées
- Conformes aux normes et standards internationaux en matière de droits humains.

Pour renforcer l'État de droit après un conflit, un pays a besoin :

- D'une constitution ou d'un texte équivalent – la loi fondamentale du pays
- D'un cadre juridique clair et cohérent et d'orientations concernant sa mise en œuvre
- D'institutions fortes en matière de justice, de gouvernance, de sécurité et de droits humains, qui sont bien structurées, financées, formées, équipées et redevables
- De processus et de mécanismes de justice transitionnelle qui permettent aux pays sortant d'un conflit de faire face à des violations massives ou systématiques des droits humains
- D'une société civile et publique qui contribue à l'État de droit et contraint les responsables et les institutions à la redevabilité.

Le renforcement de l'État de droit est une tâche de longue haleine, même si des interventions à court terme sont souvent nécessaires pour faire avancer la redevabilité, protéger les civils et mettre en place un environnement sûr et sécurisé. Le soutien à l'État de droit permet le développement de sociétés justes et équitables, dotées d'institutions solides qui protègent les populations tant en temps de conflit qu'en temps de paix.



Référence

- Nations Unies, *Nouvelle vision de l'État de droit avancée par le Secrétaire général* (2023).

Pourquoi l'État de droit est-il important ?

- Des institutions solides sont essentielles pour mener à bien d'autres tâches de base du mandat, telles que :
 - La mise en œuvre des accords de paix et des accords politiques

- L'extension de l'autorité de l'État
- La lutte contre les crimes qui alimentent les conflits et les crimes contre les agents de maintien de la paix
- La protection des civils
- La lutte contre les facteurs de conflit.
- L'aide apportée au système judiciaire et pénitentiaire peut consister à résoudre des différends ayant des répercussions politiques. Les résultats électoraux qui ne sont pas acceptés par toutes les parties en sont un exemple.
- En outre, les initiatives mises en œuvre promeuvent l'adoption d'une approche inclusive au sein des institutions judiciaires et renforcent leur indépendance.
- Une justice et des institutions solides garantissant l'État de droit permettent aux individus de participer aux systèmes de gouvernance, de résoudre les désaccords entre différentes communautés, de faire avancer les processus de changement dans le domaine de la justice et de résoudre pacifiquement les plaintes.

Le Département des opérations de paix soutient l'État de droit en déployant ses propres agents de **police, judiciaires et pénitentiaires** dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU.



Exemple – Travail dans le domaine de la justice et des services pénitentiaires dans le cadre d'un mandat en République démocratique du Congo (MONUSCO, 2023)


L'aide au maintien de la paix en République démocratique du Congo dans le domaine judiciaire et pénitentiaire a débuté en 2004 dans le cadre de la MONUC. Avec la création de la MONUSCO en 2010, l'aide s'est recentrée sur deux priorités : la protection des civils et la stabilisation ainsi que le renforcement des institutions de l'État. À partir de 2014, les activités dans le domaine judiciaire et pénitentiaire se sont concentrées sur les zones touchées par le conflit armé, à savoir l'est de la RDC et le Kasai. L'engagement politique et technique de la MONUSCO, en collaboration avec ses partenaires, a été essentiel pour :

- Traduire en justice les auteurs de crimes de guerre et d'autres crimes graves
- Renforcer le cadre stratégique et législatif national
- Étendre le périmètre des services de justice civile

- Réduire les détentions arbitraires et prolongées dans les zones touchées par un conflit
- Améliorer la gestion des prisons et renforcer leur sécurité.

Diapositive 2



2.2 Partie 2 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Pourquoi l'État de droit est-il important ?

Des institutions solides sont essentielles pour d'autres tâches de base du mandat :

- Mettre en œuvre les accords de paix
- Étendre l'autorité de l'État
- S'attaquer aux facteurs de conflit et aux crimes qui alimentent les conflits
- Protéger les civils
- Résoudre les désaccords politiques
- Promouvoir l'inclusion
- Permettre à chacun de participer à la gouvernance et à la justice

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 2

Comment les opérations de maintien de la paix de l'ONU contribuent-elles à l'État de droit ?

Le Conseil de sécurité confie aux opérations de maintien de la paix de l'ONU basées sur un modèle multidimensionnel un mandat qui porte sur l'exécution d'activités de renforcement de l'État de droit. Les mandats de renforcement de l'État de droit visent à faire avancer les solutions politiques déjà identifiées par le pays hôte et à concrétiser les priorités politiques, sécuritaires et de stabilisation des opérations de paix. Les mandats sont souvent vastes et l'État de droit est une tâche de longue haleine ; les opérations de paix doivent identifier les lacunes en matière d'État de droit qui alimentent le conflit. Ils doivent accorder la priorité aux mesures qui visent à mettre en place un forum qui permet au gouvernement d'entendre les demandes de la population. Il est également important que les mandats accordent la priorité à leur pouvoir d'agir et de peser sur les personnes et les décisions.



Exemple – Activités liées à l'État de droit entreprises par les opérations de maintien de la paix de l'ONU

- Les cellules d'appui aux poursuites judiciaires de l'ONU en République démocratique du Congo aident les autorités nationales à enquêter sur les crimes graves commis contre les civils et à poursuivre leurs auteurs.
- En République centrafricaine, la MINUSCA aide à mettre en place un tribunal pénal spécial chargé de traiter les questions cruciales liées à l'ordre public et à l'impunité.
- Au Soudan du Sud, les agents pénitentiaires de la MINUSS aident à gérer les centres de détention situés dans les sites de protection

des civils mis en place pour renforcer la sécurité de milliers de personnes déplacées par le conflit.



Message clé n°2 : Des institutions judiciaires et pénitentiaires efficaces, résilientes et redevables sont essentielles à la paix. Elles demandent des comptes aux fonctionnaires et aux forces de sécurité, règlent pacifiquement les différends et accueillent le dialogue politique. Elles protègent les civils en luttant contre l'impunité et contribuent à rétablir des institutions publiques inclusives et redevables.

Diapositive 3



2.2 Partie 2 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Rôle des composantes de la mission dans l'État de droit

Police de l'ONU

- Favorise la réforme, la restructuration et la formation des services de police nationaux
- Contribue à la mise en place de capacités policières nationales complètes



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 3

Le rôle de chaque composante de la mission dans le renforcement de l'État de droit


La **police de l'ONU (UNPOL)** joue un rôle central dans le renforcement de l'État de droit :

- UNPOL réforme, restructure et forme les services de police nationaux pour les aider à devenir des services chargés de l'application de la loi respectés, durables et bien structurés
- UNPOL met en place une force de police nationale globale reposant sur une approche orientée vers la communauté qui soutient une gouvernance, un contrôle et une redevabilité solides au sein de systèmes judiciaires et pénitentiaires fonctionnels.

Diapositive 4



2.2 Partie 2 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix



Rôle de chaque composante de la mission dans l'État de droit

Composantes/sections judiciaires

- Soutenir le fonctionnement des institutions judiciaires et du pouvoir judiciaire
- Soutenir les enquêtes et les poursuites concernant les crimes qui alimentent les conflits

Composantes/sections pénitentiaires

- Soutenir la mise en place et le fonctionnement de base de systèmes pénitentiaires sûrs, sécurisés et humains

MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 4

Les **composantes judiciaires** sont les premières responsables de la mise en œuvre du mandat d'une mission visant à aider les autorités nationales à renforcer les systèmes judiciaires et pénitentiaires. Elles s'efforcent :

- De soutenir les enquêtes et les poursuites concernant les crimes qui alimentent les conflits
- De soutenir le fonctionnement des institutions judiciaires et du pouvoir judiciaire
- D'étendre le périmètre d'exécution des services et institutions juridiques.

Les **composantes pénitentiaires** se concentrent sur l'amélioration de la sécurité publique et sur la mise en place de systèmes pénitentiaires sûrs, sécurisés et humains et sur un fonctionnement visant à garantir l'efficacité du système de justice pénale. Ces composantes :

- Aident les autorités pénitentiaires nationales à définir leurs objectifs stratégiques
- Mettent en place une administration et des sites pénitentiaires de base et assurent leur fonctionnement
- Forment les services pénitentiaires et renforcent la sécurité dans les prisons, notamment en consolidant les capacités nationales à gérer les détenus à haut risque, à détecter et à résoudre les incidents dans les prisons et à prévenir les évasions
- Combattent les problèmes relatifs aux prisons qui contribuent à l'insécurité, par exemple la surpopulation carcérale.

La composante **Droits de l'homme** de la mission est un partenaire clé dans la mise en place de structures et de procédures efficaces en matière d'État de droit. Par exemple, elle peut fournir :

- Des informations sur la situation du pays hôte en matière de droits humains
- Des informations historiques sur le bilan des institutions de l'État en matière de droits humains
- Des contenus précieux sur les principes et les normes en matière de droits humains dans les programmes de formation des agents chargés de l'application de la loi.

La composante **militaire** de la mission peut jouer un rôle d'appui limité dans les activités liées à l'État de droit.

Les partenaires de la mission en matière d'État de droit

Le **pays hôte** est responsable du cadre de l'État de droit au niveau national.

Les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle essentiel dans la réforme de l'État de droit au niveau national. Les ONG sont actives aux niveaux local, national, régional et international. Leurs contributions sont les suivantes :

- Recherche et analyse sur l'État de droit
- Production de rapports contenant des recommandations politiques
- Plaidoyer
- Alerte précoce
- Suivi et mise en œuvre des accords internationaux
- Échange de connaissances et de bonnes pratiques
- Soutien et assistance en matière de renforcement de l'État de droit
- Aide directe en matière d'État de droit – par exemple, conseils en matière de travail législatif, assistance technique, financement et gestion de projets de renforcement de l'État de droit.

De nombreux éléments du **système de l'ONU, notamment des départements, des agences, des fonds et des programmes**, entreprennent des activités liées à l'État de droit au niveau national et/ou international.

À titre d'exemple :

- Mécanismes judiciaires, tels que la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux ad hoc
- Mécanismes non judiciaires, tels que les commissions transfrontalières et les commissions d'enquête.

Le mécanisme de référent mondial pour l'État de droit (RM) est un mécanisme de coordination de l'ONU. Il est coprésidé par le Programme de l'ONU pour le développement (PNUD) et le DPO. Il a été créé en 2012 par le Secrétaire général de l'ONU afin d'améliorer la prévisibilité, la cohérence, la redevabilité et l'efficacité dans le cadre de l'aide apportée par l'ONU à l'État de droit aux niveaux national et international.

Les **États Membres** accordent une aide au développement directe à d'autres pays en tant que donateurs bilatéraux. Cette aide comprend :

- Le développement juridique et judiciaire
- La gestion et la réforme des systèmes de sécurité
- Les droits humains
- La consolidation de la paix après un conflit.

L'ONU collabore avec un large éventail d'**organisations internationales et régionales** sur les questions relatives à l'État de droit.

Ces organisations jouent différents rôles relatifs à l'État de droit, par exemple le développement de :

- Normes
- Standards
- Bonnes pratiques
- Connaissances.

Beaucoup contribuent à renforcer l'État de droit, à l'échelle nationale et régionale, en tant que fournisseurs d'aide multilatérale.



Conseils aux formateurs : Prenez du recul par rapport au contenu de la leçon et demandez aux participants de réfléchir à ce qu'ils sont en train d'apprendre. Selon la taille du groupe, faites-le en plénière, en binômes ou en sous-groupes, et demandez aux apprenants de débattre des questions suivantes.

- *Quels sont les points clés qui ressortent du contenu déjà abordé ?*
- *Quels sont les points clés qui semblent particulièrement pertinents pour le travail qu'ils s'attendent à réaliser ou savent qu'ils devront réaliser pendant leur déploiement ?*
- *Le groupe comprend-il clairement comment toutes les parties s'articulent et contribuent à l'exécution du mandat de la mission, même si les différentes tâches du mandat sont présentées séparément ? Les participants comprennent-ils le rôle central des*

partenaires nationaux, en particulier le pays hôte et les autorités nationales ainsi que le rôle d'appui que joue l'ONU dans ces efforts nationaux ?

- *Invitez les apprenants ayant une expérience du maintien de la paix à partager leurs points de vue sur les tâches du mandat abordées jusqu'à présent.*
- *Recueillez leurs commentaires en plénière.*

Assistance électorale

Diapositive 5



2.2 Partie 2 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Assistance électorale

- Soutien juridique, technique et logistique aux lois, processus et institutions électoraux
- Activité essentielle de consolidation de la paix



MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 5



Message clé n°3 : Les élections sont un outil de démocratie, de prévention et de résolution des conflits. Dans une démocratie, les citoyens peuvent demander des comptes aux décideurs, sur la base de règles, d'institutions et de pratiques inclusives et équitables qui régissent les relations sociales. De nombreuses opérations de maintien de la paix de l'ONU basées sur le modèle multidimensionnel ont pour mandat de jouer un rôle dans l'**assistance électorale**, qui constitue une activité essentielle de consolidation de la paix.

La **démocratie** repose sur la libre expression de la volonté du peuple. La démocratie, ou gouvernance démocratique, permet aux personnes de vivre dans la dignité et dans le respect de leurs droits humains et de voir leurs libertés fondamentales respectées, mises en avant et exercées.

Les **élections** permettent aux citoyens de prendre part aux décisions qui ont un impact sur leur vie. Dans le cadre des élections, les électeurs expriment leurs préférences et se choisissent des représentants au sein du gouvernement.

Les processus électoraux comprennent :

- **Les élections nationales** : Élections nationales périodiques, crédibles, inclusives et transparentes, qui constituent le cœur de la démocratie.
- **Les élections infranationales** : Élection des conseils régionaux, provinciaux, municipaux ou ruraux. Ces processus électoraux sont importants pour les interactions entre les citoyens et leur gouvernement. Dans de nombreux pays, les administrations locales gèrent la plupart des services fournis à la population.
- L'Assemblée générale et le Secrétaire général ont souligné à plusieurs reprises l'importance de la cohérence et de la cohésion à l'échelle du système en matière d'assistance électorale. Ils ont désigné le Secrétaire général adjoint (SGA) du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) comme référent de l'ONU pour l'assistance électorale.

Conditions préalables à l'assistance électorale de l'ONU : Avant que les Nations Unies ne fournissent une quelconque assistance électorale, deux conditions préalables doivent être remplies :

- Toute assistance électorale de l'ONU doit se fonder sur un mandat du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale ou sur une demande officielle d'un État ou territoire membre.
- Une évaluation des besoins doit être effectuée par le référent (SGA DPPA) en consultation avec les entités compétentes de l'ONU.

L'assistance électorale s'entend du soutien juridique, technique et logistique aux lois, processus et institutions électoraux. La majorité de l'assistance électorale de l'ONU est technique et consiste à fournir une expertise à court et à long terme aux autorités nationales qui administrent les élections.

Les domaines d'assistance technique sont les suivants :

- Administration et planification électorales
- Révision des lois et règlements électoraux
- Résolution du contentieux électoral
- Délimitation des circonscriptions
- Inscription des électeurs sur les listes électorales
- Budget électoral


- Logistique et opérations électorales
- Réformes électorales
- Achat de matériel électoral
- Utilisation des technologies
- Formation des agents électoraux
- Éducation civique et électorale
- Sensibilisation du public
- Opérations de vote et de dépouillement
- Sécurité des élections
- Coordination de l'aide des donateurs internationaux
- Inscription des candidats.

Les autres formes d'assistance fournies par l'ONU sont l'organisation et l'observation d'élections. Ces formes d'appui sont assez rares et nécessitent un mandat de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité.

Département des affaires politiques et du maintien de la paix (DPPA)

Diapositive 6




2.2 Partie 2 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Assistance électorale

Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) apporte son soutien en matière :

- D'évaluation des besoins électoraux
- De politique et d'orientation
- De déploiement de personnel spécialisé



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 6

Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) est la figure de proue de l'ONU en matière d'assistance électorale. Il assure la coordination du système de l'ONU. Le DPPA dispose d'une division d'assistance électorale (DAE). La DAE collabore avec les opérations de maintien de la paix de l'ONU chargées de fournir une assistance électorale, en proposant un appui dans les domaines suivants :

- Évaluation des besoins électoraux
- Aide à l'élaboration des politiques et des orientations électorales
- Déploiement de personnel spécialisé en utilisant le fichier électoral de l'ONU.


Diapositive 7



2.2 Partie 2 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix

Assistance électorale : assistance technique au maintien de la paix

- Soutien à la sécurité – par le personnel en uniforme de l'ONU
- Conseils techniques – sur la réforme des lois et procédures électorales visant à protéger le vote
- Soutien logistique – par exemple la distribution de bulletins de vote
- Information du public et éducation des électeurs – par le biais de divers canaux de communication de l'ONU, notamment la radio



MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 7

Opérations de maintien de la paix de l'ONU

Le Conseil de sécurité peut confier aux opérations de maintien de la paix basées sur un modèle multidimensionnel un mandat d'assistance électorale. L'assistance technique fournie par les opérations de maintien de la paix recouvre les éléments suivants :

- La sécurité assurée par le personnel en uniforme des composantes police et militaire de l'ONU
- Des conseils techniques sur la réforme des lois et procédures électorales pour protéger le vote
- Le soutien logistique, par exemple, la distribution de matériel de scrutin
- L'information du public et l'éducation des électeurs par le biais des différents canaux de communication de l'ONU à la disposition de la mission, y compris la radio.

La plupart des mandats électoraux de l'ONU prévoient la fourniture d'une assistance technique aux autorités électorales nationales. Lorsqu'elle fournit une assistance technique, l'ONU n'observe pas les élections. Elle peut cependant venir en aide aux observateurs nationaux et internationaux, par exemple en assurant la coordination, en fournissant des informations générales et en apportant un soutien logistique.

Sauf mandat contraire, l'ONU ne se prononce pas sur la qualité ou la validité d'un processus électoral, ni sur la légitimité de ses résultats.

Unité d'assistance électorale : L'unité d'assistance électorale de la mission coordonne ses activités avec les autres composantes de la mission afin d'assurer la cohérence des tâches d'assistance aux élections. Les composantes et unités de la mission qui travaillent en étroite collaboration avec l'unité d'assistance électorale sont les suivantes :

- Les unités d'appui à la mission, en particulier d'appui administratif (recrutement, finances, salaires, achats, logistique, transport et budget)
- La composante Affaires politiques
- La composante Affaires civiles
- La composante Information du public
- La composante militaire
- La composante police.

En règle générale, le conseiller en chef pour les élections (CCE) est responsable du mandat électorale. Le CCE rend compte au Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG)/chef de mission (CDM) ou à son adjoint, avec une ligne hiérarchique indirecte vers le DPPA/la DAE. Le mandat de l'unité d'assistance électorale est différent pour chaque mission. Le Conseil de sécurité définit le mandat. Le DPPA/la DAE détermine les besoins, puis élabore des plans détaillés pour assurer la mise en œuvre du mandat.

Composantes militaire et policière

Selon le mandat, les composantes militaire et policière peuvent assurer la sécurité pendant chaque phase des élections. Ces composantes peuvent effectuer des patrouilles pour s'assurer que les électeurs puissent exercer leur droits démocratiques sans avoir à redouter la violence. Elles peuvent protéger les électeurs et les candidats contre l'intimidation, le harcèlement, les enlèvements et les représailles. Elles garantissent ainsi la protection des droits fondamentaux, tels que la liberté d'expression et d'association et le droit de réunion pacifique.

La composante police de la mission joue un rôle particulier dans la protection des électeurs et des candidats. Les OMP de l'ONU peuvent former la police locale et lui fournir des conseils sur la sécurité électorale. La composante police peut jouer un rôle important à toutes les phases d'une élection :

- **Avant les élections :** Elle assure la sécurité de l'inscription des électeurs sur les listes électorales ainsi que de la campagne électorale, et identifie des sites de vote sécurisés.
- **Le jour du scrutin :** Elle résout les problèmes de sécurité, tels que :
 - L'enlèvement potentiel de candidats
 - L'intimidation des électeurs lors du vote
 - Le sabotage des bureaux de vote.

- **Après l'élection** : Elle assure la sécurité des bulletins de vote et la sécurité générale après l'élection.

Partenariats

Le **pays hôte** s'efforce de renforcer ses capacités institutionnelles nationales à organiser des élections crédibles, inclusives et transparentes.

L'**organe national d'administration des élections** du pays joue un rôle clé dans ce processus.

Les institutions nationales telles que les parlements, les commissions électorales et les systèmes juridiques constituent le socle de toute démocratie.

Les observateurs nationaux et internationaux contribuent à surveiller les élections et à déterminer si elles respectent la législation nationale et les normes internationales en matière d'élections.

Les **départements, agences, fonds et programmes de l'ONU** peuvent également fournir une assistance électorale :

- Programme de l'ONU pour le développement (PNUD)
- Bureau de l'ONU pour les services d'appui aux projets (UNOPS).

Toute l'assistance électorale dans le cadre du maintien de la paix, de la consolidation de la paix et des missions politiques spéciales doit être pleinement intégrée, que la mission soit ou non intégrée sur le plan structurel. Quelle que soit l'entité de l'ONU qui intervient, la redevabilité de tout le personnel d'assistance électorale de l'ONU est donc engagée devant le CCE.

Organisations gouvernementales et non gouvernementales (ONG) internationales et nationales

Les partenaires nationaux bénéficient également d'une assistance technique fournie par un éventail d'experts externes en matière de gestion électorale.

Les agences onusiennes et non onusiennes s'efforcent de coordonner l'assistance électorale internationale qu'elles fournissent à leurs partenaires nationaux.

Les organisations régionales telles que l'UE ont déjà soutenu le cycle électoral de certains pays en situation d'après-conflit.

Soutien à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'État

Diapositive 8



2.2 Partie 2 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Soutien à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'État

- Rétablissement de la légitimité et de la confiance de la population dans les institutions de l'État



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 8



Message clé n°4 : La stabilisation des États faibles est essentielle au maintien et à la consolidation de la paix. **Le soutien à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'État** est une activité de consolidation de la paix **de base**. Le Conseil de sécurité l'inscrit dans les mandats qu'il confie à de nombreuses opérations de maintien de la paix basées sur un modèle multidimensionnel.


Un **État souverain** est contrôlé de manière totale et indépendante par son propre gouvernement. L'État doit contrôler son territoire national et fournir des services de base à sa population.

La **restauration de l'autorité de l'État** passe notamment par le rétablissement de sa légitimité et de la confiance de la population dans ses institutions. Les gens doivent avoir confiance dans la capacité du gouvernement à prendre des décisions qui répondent à leurs besoins et correspondent à leurs intérêts, qui sont alignés sur besoins et les intérêts plus larges de l'ensemble de la population.

La bonne gouvernance et les processus politiques inclusifs confèrent une légitimité aux institutions de l'État et les aident à inspirer la confiance aux citoyens. Ils permettent notamment à l'État et à sa population de se montrer plus résilients face aux conflits.

Diapositive 9



2.2 Partie 2 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Soutien à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'État

Soutien aux opérations de maintien de la paix de l'ONU par les moyens suivants :

- Créer un environnement de sécurité favorable
- Fournir un soutien logistique pour le redéploiement des fonctionnaires et des agents de l'État
- Fournir un soutien financier à la reconstruction des infrastructures publiques à petite échelle
- Soutenir le renforcement des capacités des fonctions administratives
- Soutenir le fonctionnement de la justice et du système pénitentiaire
- Soutenir les initiatives de décentralisation
- Soutenir les relations entre l'État et la société civile
- Assurer la coordination avec le gouvernement hôte et l'équipe de pays de l'ONU

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 9



Message clé n°5 : Les opérations de maintien de la paix sont souvent appelées à **soutenir la restauration et l'extension de l'autorité de l'État.**

Les opérations de maintien de la paix de l'ONU et la restauration et l'extension de l'autorité de l'État

Les opérations de maintien de la paix de l'ONU soutiennent la restauration et l'extension de l'autorité de l'État (REAE) en :

- Mettant en place un environnement de sécurité qui permet aux personnes de travailler en toute sécurité
- Fournissant un soutien logistique au redéploiement des fonctionnaires et des agents de l'État
- Fournissant un soutien financier à la reconstruction des infrastructures publiques à petite échelle
- Soutenant le renforcement des capacités des fonctions administratives civiles
- Soutenant le fonctionnement du système judiciaire et pénitentiaire
- Soutenant les efforts de décentralisation, le cas échéant
- Soutenant les relations entre l'État et la société dans le cadre de grands rassemblements et de forums publics
- Coordonnant les activités de soutien à la REAE avec le gouvernement hôte et l'équipe de pays de l'ONU (EPNU).

Les composantes militaire, policière et civile participent à ces activités. Les composantes militaire et policière créent un environnement sécuritaire propice et

soutiennent les activités de renforcement des capacités. Le soutien spécifique apporté par les opérations de maintien de la paix de l'ONU peut inclure :

- Un soutien opérationnel aux activités immédiates des institutions étatiques, y compris le transport des fonctionnaires vers les zones reculées en utilisant les ressources de l'ONU
- Le renforcement des capacités à petite échelle, notamment par des programmes de formation et de mentorat destinés aux fonctionnaires
- L'aide à la révision de la constitution ou à la restructuration des institutions.

Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil de sécurité a autorisé des missions à mettre en place une administration transitoire qui a temporairement assumé les fonctions de l'État. Ce fut le cas en 1999 au Kosovo pour la MINUK et au Timor oriental pour l'ATNUTO.

Affaires civiles

Diapositive 10



2.2 Partie 2 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Affaires civiles

- Les spécialistes des affaires civiles sont souvent le principal point de contact entre la mission et les acteurs locaux.
- Les unités chargées des affaires civiles coordonnent leur action avec les autres unités et composantes de la mission
- Les unités et les spécialistes des affaires civiles appuient les processus politiques, la protection des civils et le maintien de la paix.



MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 10

Les spécialistes des affaires civiles sont souvent le principal point de contact entre la mission et les acteurs locaux. Le soutien à la REAE est un élément important de leur travail.

Généralement, les activités des spécialistes des affaires civiles comprennent :

- La détermination des capacités et du soutien dont les institutions étatiques ont besoin pour démarrer
- La fourniture d'une aide logistique et administrative pour aider les gouvernements locaux à maintenir une présence au sein des districts dont ils sont responsables

- Le soutien financier, principalement sous la forme de projets à impact rapide (PIR), pour la réhabilitation d'infrastructures publiques à petite échelle
- Le suivi de la prestation des services publics et de son incidence sur le conflit
- L'appui au renforcement des capacités à petite échelle pour les fonctionnaires occupant des fonctions clés et à la prestation de services
- La promotion de la collaboration entre les responsables locaux et les acteurs de la société civile.

L'unité Affaires civiles coordonne ses activités avec celles d'autres unités et composantes de la mission, qui contribuent également au rétablissement de la présence et des fonctions administratives de l'État. On peut citer, à titre d'exemple, la section/l'unité chargée de l'État de droit et de la justice et UNPOL.

Les unités et les spécialistes des affaires civiles contribuent de manière significative à l'appui des processus politiques, à la protection des civils et au maintien de la paix. Leurs contributions spécifiques à la protection des civils sont abordées dans la Leçon 2.4. Les paragraphes suivants insistent sur les thèmes qui revêtent une importance croissante pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU en matière d'appui aux processus de paix de nature politique.

Les partenaires dans le cadre des travaux liés aux affaires civiles

Les partenaires nationaux au sein du **pays hôte** comprennent le gouvernement central, le gouvernement local, la fonction publique, la société civile et les communautés.

Les spécialistes des affaires civiles collaborent avec **les autres composantes de la mission, les partenaires au sein de l'équipe de pays de l'ONU et la Banque mondiale**. D'autres entités de l'ONU telles que le PNUD et d'autres organisations telles que la Banque mondiale emploient des experts techniques spécialisés dans l'administration publique ou la gouvernance démocratique.

Les **donateurs bilatéraux et les ONG internationales** peuvent également promouvoir la bonne gouvernance et soutenir les institutions de l'État. Des experts techniques spécialisés sont mis à disposition dans le cadre des programmes de gouvernance des donateurs bilatéraux.



Exemple – La bonne gouvernance au Mali

En 2023, la composante Affaires civiles de la MINUSMA, en partenariat avec le Conseil régional de la société civile de Mopti, a lancé une série d'ateliers de renforcement des capacités à l'intention des membres de la société civile dans différentes régions afin d'améliorer le contrôle public, de soutenir le processus de paix et de renforcer la gouvernance locale. Cette initiative donnait aux organisations de la société civile (OSC) l'occasion d'exprimer leur point de vue dans le cadre du processus décisionnel et de peser davantage sur les décisions afin de

rendre dialogue entre l'État et la société civile plus efficace. Les ateliers mettaient également l'accent sur la compréhension du rôle de la société civile, notamment dans la promotion de la bonne gouvernance. Un large éventail de membres de la communauté a participé à ces ateliers, qui ont débouché sur des recommandations concernant des initiatives communautaires, une participation accrue de la société civile et le développement des infrastructures dans des domaines tels que la santé et l'éducation.

Soutenir les processus politiques pour la paix

Diapositive 11



2.2 Partie 2 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Engagement auprès de la société civile

- L'engagement auprès de la société civile renforce l'efficacité des opérations de maintien de la paix de l'ONU.
- Les solutions politiques ne sont viables que lorsqu'elles sont élaborées avec un éventail complet d'acteurs de la société
- La société civile comprend les dynamiques et les besoins locaux : l'engagement auprès d'elle renforce la crédibilité et la légitimité des efforts de maintien de la paix



MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 11



Message clé n°6 : L'engagement auprès de la société civile rend les opérations de maintien de la paix de l'ONU plus efficaces. Les solutions politiques ne peuvent fonctionner que si tous les groupes sociaux y participent. La société civile possède une bonne compréhension de la manière dont vivent les populations locales et de leurs besoins : l'engagement auprès de la société civile confère crédibilité et légitimité aux efforts de maintien de la paix.

Travailler avec la société civile

L'engagement auprès de la société civile renforce l'efficacité des opérations de maintien de la paix. Dans les situations de maintien de la paix, la plupart des conflits sont des conflits intra-étatiques qui déchirent la société. À ce titre, les solutions politiques ne peuvent aboutir que si elles sont élaborées avec les acteurs de la société civile afin de panser les plaies et de s'attaquer aux causes profondes

du conflit. En outre, la société civile comprend comment vivent les populations locales et ce dont elles ont besoin : l'engagement auprès d'elle confère crédibilité et légitimité aux efforts de maintien de la paix.

Rôle des opérations de maintien de la paix

Les agents de maintien de la paix créent un environnement qui permet à la société civile de participer activement et de contribuer efficacement. Cette participation favorise le caractère représentatif et inclusif des processus politiques et de paix.

Société civile

En 2017, le DOMP et DSS ont élaboré des directives sur l'engagement auprès de la société civile. Ces directives définissent la société civile comme une entité distincte des acteurs étatiques et du secteur privé. La société civile ne comprend pas seulement les ONG et les OSC locales, mais aussi :

- Les particuliers
- Les défenseurs des droits humains
- Les médias et journalistes indépendants
- Les chefs communautaires, y compris les autorités religieuses, indigènes et traditionnelles (si elles ne font pas également partie du gouvernement d'une manière ou d'une autre)
- Les syndicats
- Les groupes de femmes et les groupes de jeunes
- Les mouvements sociaux et les communautés sur les réseaux sociaux
- Tout autre acteur social qui protège ou modifie les paramètres sociopolitiques, économiques, moraux et culturels de la société.

Les OSC jouent un rôle essentiel pour combler le fossé entre les gouvernements et les populations. Tous les piliers du système de l'ONU doivent plaider auprès de certains États Membres pour protéger l'espace où la société civile évolue, renforcer la légitimité de la société civile et souligner l'importance cruciale de cette dernière dans le relèvement après un conflit violent.

Rôle de la société civile dans la consolidation de la paix

La société civile joue un rôle essentiel dans les opérations de maintien de la paix en établissant des relations avec les populations locales, en s'engageant dans la résolution des conflits, en promouvant une paix durable et en répondant aux besoins humanitaires. La société civile peut contribuer à faire face aux risques et aux menaces liés à la désinformation et à la désinformation et à maintenir les

canaux de communication ouverts entre les différents groupes sociaux et les autres acteurs, y compris les missions de maintien de la paix de l'ONU.

La participation de la société civile aide les agents de maintien de la paix à comprendre le contexte local, à faciliter le dialogue avec les communautés locales et à travailler sur des questions cruciales pour la paix et la stabilité à long terme.

Principe clé – Ne pas nuire

Lorsqu'ils s'engagent auprès de société civile dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU, les agents de maintien de la paix doivent adopter une approche basée sur le principe « ne pas nuire ». Ce principe met l'accent sur la nécessité d'éviter de nuire aux communautés locales et aux OSC, et garantit que l'engagement auprès de la communauté s'effectue dans un esprit de collaboration. Cette approche permet de déjouer les menaces, d'empêcher les représailles à l'encontre des civils et d'éviter d'alimenter par inadvertance des processus conduisant à des conflits.

Dialogue et médiation au niveau local

Les agents de maintien de la paix travaillent en étroite collaboration avec les autorités locales, les OSC, les communautés et les chefs communautaires afin d'instaurer un dialogue qui inclut tous les groupes et tient compte des divers intérêts et opinions au sein de la communauté.

Cette approche contribue à résoudre les conflits immédiats et à poser les jalons d'une paix durable. Elle aide les populations locales à se faire confiance et à travailler conjointement.

Dans le cadre de ces initiatives, les agents de maintien de la paix de l'ONU jouent un rôle important dans l'atténuation des tensions et la prévention des conflits futurs. Il s'agit d'un rôle essentiel dans le processus de consolidation de la paix dans les zones touchées par des conflits.



Message clé n°7 : Les agents de maintien de la paix de l'ONU jouent un rôle important dans le soutien aux initiatives de paix locales. Ils instaurent un dialogue entre les parties au litige, leur fournissent des espaces sûrs et neutres pour mener des débats et apportent un soutien technique et logistique aux processus de médiation. Les effets positifs de ces initiatives comprennent :

- La réduction de la violence contre les civils
- La transformation des conflits
- La promotion de solutions politiques au niveau communautaire susceptibles de favoriser une paix durable.

Instauration de la confiance

L'instauration de la confiance chez les populations locales et les principales parties prenantes est une tâche que les opérations de maintien de la paix de l'ONU doivent accomplir en permanence dans leur travail quotidien. Il est nécessaire d'établir et de maintenir des canaux de communication avec ces parties prenantes afin de :

- Clarifier le mandat de la mission
- Gérer les attentes
- Faire preuve de réactivité et de redevabilité.

Afin de maintenir la confiance, il est essentiel de comprendre les priorités des acteurs locaux et d'y répondre dans le cadre de la mise en œuvre du mandat de la mission. La confiance est indispensable pour faire en sorte que les agents de maintien de la paix soient perçus comme des partenaires crédibles et légitimes du soutien à la paix.

L'engagement communautaire et la collaboration avec les acteurs de la société civile sont au cœur de tous les efforts visant à instaurer la confiance.

Les projets à impact rapide (PIR), présentés ci-dessus et évoqués plus en détail dans cette section, sont conçus pour renforcer la confiance dans une mission, son mandat et le processus de paix.

Les PIR fournissent un soutien rapide à la paix et répondent à certains besoins prioritaires d'une population en coordination étroite avec les partenaires humanitaires et de développement. La communication stratégique et le renforcement des capacités constituent des mesures importantes d'instauration de la confiance.

Projets à impact rapide (PIR)

Les projets à impact rapide (PIR) sont :

- Des projets à petite échelle et à faible coût financés par les missions de l'ONU
- Des projets destinés à renforcer la confiance dans la mission, le mandat et le processus de paix en :
 - Répondant aux besoins urgents exprimés par les communautés locales, tels que le développement des infrastructures, l'accès aux services essentiels et le soutien aux moyens de subsistance. En répondant à ces besoins, les PIR démontrent l'engagement de la mission à améliorer le bien-être de la population locale.
 - Contribuant à l'engagement et à l'autonomisation au niveau local. Les PIR sont principalement mis en œuvre par des acteurs locaux, notamment les autorités locales, les organisations non gouvernementales et les organisations de terrain. L'engagement au niveau local garantit que les projets sont adaptés aux besoins spécifiques des communautés et

contribuent à renforcer les capacités des acteurs locaux, ce qui permet à ces derniers de s'appropriier les projets et le processus de consolidation de la paix.

Renforcement des capacités

Les missions de maintien de la paix de l'ONU contribuent également au renforcement des capacités des acteurs nationaux et locaux en :

- Soutenant la formation des fonctionnaires locaux à la médiation locale et à la gestion des conflits
- Renforçant les capacités des acteurs de la société civile à promouvoir des initiatives qui renforcent les liens entre les différents groupes de la société (c'est-à-dire qui favorisent la cohésion sociale)
- Renforçant les compétences techniques des fonctionnaires dans les secteurs judiciaire, pénitentiaire et sécuritaire.
- Apportant un soutien aux infrastructures, au développement et à d'autres activités qui contribuent à la stabilité et au développement des communautés.

Diapositive 12



2.2 Partie 2 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix

La mise en œuvre réussie des mandats de maintien de la paix

Dépend de la capacité de la mission à :

- Inspirer la confiance aux acteurs et communautés locaux
- Promouvoir une communication efficace entre les parties prenantes
- Améliorer la compréhension de la dynamique du conflit par la mission



MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 12



Message clé n°8 : Une mission ne peut mener à bien son mandat de maintien de la paix que si elle parvient à instaurer un climat de confiance avec les acteurs et les communautés au niveau local, à promouvoir une communication efficace entre les parties prenantes et à améliorer sa compréhension de la dynamique du conflit.

Mesures des opérations de maintien de la paix de l'ONU visant à pérenniser la paix

Toutes ces tâches et activités prioritaires contribuent à la mise en œuvre des missions et accroissent les chances d'une paix durable. Les initiatives de paix et de sécurité de l'ONU, y compris des missions de maintien de la paix, mettent également l'accent sur d'autres mesures visant à pérenniser la paix.



Message clé n°9 : L'avènement de la paix et de la sécurité est impossible sans la contribution active des jeunes. Les opérations de maintien de la paix de l'ONU reconnaissent depuis des décennies l'importance d'associer les jeunes à la mise en œuvre des tâches du mandat. Celles-ci vont des processus politiques inclusifs à la protection des civils, en passant par la prévention des conflits et la consolidation des institutions pour les rendre efficaces, réactives et responsables. Cet engagement reconnaît le rôle important que jouent les jeunes dans l'avènement d'une paix et d'une stabilité durables.

Jeunesse, paix et sécurité

Les priorités relatives à la jeunesse telles que l'engagement communautaire, les processus politiques, le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), la réduction de la violence communautaire (RVC), les droits humains, la cohésion sociale et la réconciliation, font partie des tâches du mandat de nombreuses opérations de maintien de la paix depuis un certain temps. Le Conseil de sécurité a cependant attendu l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS) pour ériger l'engagement auprès de la jeunesse en priorité stratégique dans sa résolution 2250 (2015). Le Conseil de sécurité, qui définit les jeunes comme des personnes âgées de 18 à 29 ans, a identifié cinq piliers d'action : la prévention, la protection, la participation, les partenariats, et le désengagement et la réintégration.

Le Conseil de sécurité a ensuite adopté deux résolutions supplémentaires sur l'agenda JPS : S/RES/2419 (2018) et S/RES/2535 (2020). Ces résolutions insistent sur le rôle des jeunes dans le maintien et la consolidation de la paix. Elles exigent que les opérations de maintien de la paix de l'ONU associent activement les jeunes à tous les aspects des processus de paix en intégrant leurs points de vue de manière plus globale dans leurs opérations. Ces initiatives peuvent s'appuyer sur des consultations de groupes de jeunes, notamment en les associant à la planification et à la mise en œuvre des activités des missions, et sur la prise en compte des besoins et points de vue des jeunes dans les stratégies de consolidation de la paix.



Référence

- Résolutions 2250 (2015), 2419 (2018) et 2535 (2020) du Conseil de sécurité de l'ONU, Le maintien de la paix et de la sécurité internationales.



Message clé n°10 : Les agents de maintien de la paix de l'ONU collaborent avec les autorités locales, la société civile et les communautés. Ils facilitent le dialogue local et soutiennent les efforts de médiation locaux, contribuant ainsi à la prévention des conflits, à la réconciliation et à la cohésion sociale, qui sont des **éléments essentiels** d'une paix et d'une stabilité durables au niveau local.

Consolidation de la paix au niveau local, axée sur la réconciliation et la cohésion sociale

- La prévention des conflits locaux désigne les mesures proactives mises en œuvre pour identifier et traiter les causes profondes des conflits potentiels au niveau communautaire ou local avant que ceux-ci ne s'aggravent.
- Elle comprend les systèmes d'alerte précoce, l'engagement communautaire, la médiation dans le cadre des conflits et le renforcement de la gouvernance locale et de la cohésion sociale.

Initiatives locales de consolidation de la paix

- Les initiatives locales de consolidation de la paix ciblent le niveau infranational et reposent sur la participation de la société civile et des communautés.
- Elles sont généralement menées en étroite coordination avec les autorités nationales et locales ainsi qu'avec les agences des EPNU, les ONG internationales et les donateurs bilatéraux et internationaux, y compris, le cas échéant, le Fonds pour la consolidation de la paix.
- Elles ont pour objectif de renforcer l'engagement et les partenariats communautaires, d'améliorer la prévention des conflits et d'encourager une paix et une stabilité durables.
- Les agents de maintien de la paix jouent un rôle essentiel dans l'engagement communautaire, la facilitation du dialogue et le soutien aux efforts de médiation, ce qui contribue à renforcer la résilience, à favoriser le dialogue et à promouvoir le développement social et économique.

Réconciliation locale

- La réconciliation locale consiste à faciliter le processus de guérison et de rétablissement des relations au sein des communautés touchées par un conflit.
- Elle s'attache à traiter les griefs passés, à promouvoir la compréhension et le pardon et à instaurer la confiance.
- Les opérations de maintien de la paix soutiennent les mécanismes de justice transitionnelle et favorisent la participation inclusive des communautés, qui constitue la base d'une paix durable.

Cohésion sociale

- Les agents de maintien de la paix de l'ONU s'efforcent de favoriser l'unité, la solidarité et le sentiment d'appartenance au sein de divers groupes des communautés touchées par un conflit.
- Cet effort consiste notamment à atténuer les divisions sociales, à encourager les gens à se respecter mutuellement et à établir des relations axées sur l'inclusion.
- Le renforcement de la cohésion sociale renforce les liens communautaires, réduit les tensions et pose les jalons d'une paix et d'une stabilité durables.

Activité d'apprentissage obligatoire 2.2.4

Diapositive 13



2.2 Partie 2 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Activité d'apprentissage obligatoire 2.2.4 : Interprétation des mandats

Objet : Renforcer les compétences des participants en matière d'interprétation des mandats des opérations de maintien de la paix de l'ONU, en se concentrant sur les tâches du mandat

Temps imparti : 25 minutes

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 13

Interprétation des mandats	
Méthode	Examen des mandats et identification des tâches du mandat
Objet	Renforcer les compétences des participants en matière d'interprétation des mandats des opérations de maintien de la paix de l'ONU, en se concentrant sur les tâches du mandat
Temps imparti	25 minutes
Voir le dossier 2.2 Aide à l'apprentissage pour consulter les consignes.	

Clôture de la leçon

Diapositive 14



Conseils aux formateurs : Si vous en avez le temps, résumez la leçon (Parties 1 et 2) en rappelant le but et les objectifs de l'apprentissage. Précisez que les messages clés soutiennent les objectifs de l'apprentissage. Demandez aux participants s'ils ont des questions. Veillez à distribuer le document « Résumé des messages clés » à tous les participants.

Document – Résumé des messages clés Partie 2

Message clé n°1 : L'État de droit est essentiel à une paix et une sécurité durables. Il constitue le fondement de la prévention des conflits, du rétablissement et du maintien de la paix, de la pérennisation de la paix et de la consolidation de la paix. Il est essentiel pour lutter contre les injustices et les inégalités qui alimentent les conflits et pour protéger les civils dans les situations de crise et d'après-conflit.

Message clé n°2 : Des institutions judiciaires et pénitentiaires efficaces, résilientes et redevables sont essentielles à la paix. Elles demandent des comptes aux fonctionnaires et aux forces de sécurité, règlent pacifiquement les différends et accueillent le dialogue politique. Elles protègent les civils en luttant contre l'impunité et contribuent à rétablir des institutions publiques inclusives et redevables.

Message clé n°3 : Les élections sont un outil de démocratie, de prévention et de résolution des conflits. Dans une démocratie, les citoyens peuvent demander des comptes aux décideurs, sur la base de règles, d'institutions et de pratiques inclusives et équitables qui régissent les relations sociales. De nombreuses opérations de maintien de la paix de l'ONU basées sur le modèle multidimensionnel ont pour mandat de jouer un rôle dans l'**assistance électorale**, qui constitue une activité essentielle de consolidation de la paix.

Message clé n°4 : La stabilisation des États faibles est essentielle au maintien et à la consolidation de la paix. **Le soutien à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'État** est une activité de consolidation de la paix **de base**. Le Conseil de sécurité l'inscrit dans les mandats qu'il confie à de nombreuses opérations de maintien de la paix basées sur un modèle multidimensionnel.

Message clé n°5 : Les opérations de maintien de la paix de l'ONU sont souvent appelées à **soutenir la restauration et l'extension de l'autorité de l'État**.

Message clé n°6 : L'engagement auprès de la société civile rend les opérations de maintien de la paix de l'ONU plus efficaces. Les solutions politiques ne peuvent fonctionner que si tous les groupes présents dans la société y participent. La société civile possède une bonne compréhension de la manière dont vivent les populations locales et de leurs besoins : l'engagement auprès de la société civile confère crédibilité et légitimité aux efforts de maintien de la paix.

Message clé n°7 : Les agents de maintien de la paix de l'ONU jouent un rôle important à cet égard en instaurant un dialogue entre les parties au litige, en leur fournissant des espaces sûrs et neutres pour mener des débats et en apportant leur soutien technique et logistique aux processus de médiation. Les effets positifs de ces initiatives comprennent :

- La réduction de la violence contre les civils
- La transformation des conflits

- La promotion de solutions politiques au niveau communautaire susceptibles de favoriser une paix durable.

Message clé n°8 : Une mission ne peut mener à bien son mandat de maintien de la paix que si elle parvient à instaurer un climat de confiance avec les acteurs et les communautés au niveau local, à promouvoir une communication efficace entre les parties prenantes et à améliorer sa compréhension de la dynamique du conflit.

Message clé n°9 : L'avènement de la paix et de la sécurité est impossible sans la contribution active des jeunes. Les opérations de maintien de la paix de l'ONU reconnaissent depuis des décennies l'importance d'associer les jeunes à la mise en œuvre des tâches du mandat. Celles-ci vont des processus politiques inclusifs à la protection des civils, en passant par la prévention des conflits et la consolidation des institutions pour les rendre efficaces, réactives et responsables. Cet engagement reconnaît le rôle important que jouent les jeunes dans l'avènement d'une paix et d'une stabilité durables.

Message clé n°10 : Les agents de maintien de la paix de l'ONU collaborent avec les autorités locales, la société civile et les communautés. Ils facilitent le dialogue local et soutiennent les efforts de médiation locaux, contribuant ainsi à la prévention des conflits, à la réconciliation et à la cohésion sociale, qui sont des **éléments essentiels** d'une paix et d'une stabilité durables au niveau local.

Résumé des messages clés Partie 1 (Référence)

Message clé n°1 : Les activités de consolidation de la paix confiées par le Conseil de sécurité aux opérations de maintien de la paix de l'ONU basées sur un modèle multidimensionnel sont les suivantes :

- La lutte antimines
- Le désarmement, la démobilisation et la réintégration
- La réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance
- L'État de droit – y compris les activités judiciaires, correctionnelles et pénitentiaires
- L'assistance électorale
- Le soutien à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'État.

Message clé n°2 : Souvent, le Conseil de sécurité demande aux opérations de maintien de la paix basées sur un modèle multidimensionnel de jouer un rôle de catalyseur dans les activités essentielles qui leur sont confiées. Cela signifie qu'ils doivent accélérer les changements et stimuler le travail des autres. La collaboration avec les partenaires nationaux est essentielle à cet égard. Il est possible d'instaurer une paix durable lorsque le travail de catalyseur amorcé dans le cadre d'une mission est prolongé par les partenaires nationaux avec l'appui de l'EPNU et d'autres acteurs.

Message clé n°3 : Les mines terrestres et autres engins explosifs sont conçus pour détruire ou endommager les personnes et les véhicules. La lutte antimines est nécessaire pour sécuriser l'environnement à nouveau, ce qui permet et favorise le retour à une vie normale et le développement. Souvent, le Conseil de sécurité confie aux opérations de maintien de la paix des mandats multidimensionnels incluant la lutte antimines. Il s'agit d'une activité essentielle à la consolidation de la paix et d'une mesure précoce visant à instaurer la confiance.

Message clé n°4 : Le Service de lutte antimines de l'ONU (UNMAS) est l'agence de référence de l'ONU pour la lutte antimines. UNMAS garantit une réponse efficace, proactive et coordonnée de l'ONU. Le Département des opérations de paix (DPO) intègre la lutte antimines dans les opérations de maintien de la paix, tandis qu'UNMAS fournit un soutien et une assistance directs.

Message clé n°5 : Le déminage peut être effectué pour permettre à la mission de mener à bien son travail (déminage opérationnel) ou pour permettre aux civils de retourner chez eux et reprendre une vie normale (déminage humanitaire).

Message clé n°6 : Si vous ou quelqu'un d'autre vous égarez dans un champ de mines ou une zone contaminée par des munitions non explosées :

- **Arrêtez-vous** immédiatement et ne bougez plus
- **Avertissez** tout le personnel présent dans la zone
- **Faites appel** à une assistance ou à des conseils spécialisés
- Évaluez la situation et restez où vous êtes.

Message clé n°7 : Sachez comment minimiser les risques liés aux dangers explosifs :

- Planifiez toutes les activités de manière à éviter les zones minées.
- Veillez à **ne pas** toucher, ramasser ou conserver de munitions explosives suspectes.
- Si vous soupçonnez un risque d'explosion, faites appel à une aide spécialisée. Gardez le numéro à portée de main à tout moment.

Message clé n°8 : Le processus de **désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR)** est un mécanisme volontaire qui enjoint les membres de groupes armés à déposer leurs armes et à retourner à la vie civile. Le processus de DDR est un processus hautement politique qui comporte des dimensions sécuritaires, sociales, économiques et humanitaires.

Message clé n°9 : Le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) des combattants constituent une activité essentielle de consolidation de la paix dans la plupart des opérations de maintien de la paix basées sur un modèle multidimensionnel. L'objectif du processus de DDR est de générer **un impact positif sur la sécurité et la stabilité** dans les environnements fragiles de conflit et d'après-conflit.

Message clé n°10 : Les services de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) apportent un soutien socio-économique aux anciens

combattants, notamment en matière d'éducation et de possibilités d'emploi tout au long du processus de réintégration.

Message clé n°11 : Les spécialistes du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) choisissent les mesures de DDR les mieux adaptées au conflit. Un processus intégré de DDR comprend une combinaison des éléments suivants :

- Programme de DDR
- Outils liés au processus de DDR
- Soutien à la réintégration.

Message clé n°12 : Fondés sur les principes de souveraineté et d'appropriation nationale, les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) sont pilotés par le gouvernement hôte. Lorsque le Conseil de sécurité le demande, les opérations de maintien de la paix aident les autorités nationales à planifier, mettre en œuvre et évaluer les processus de DDR.

Message clé n°13 : Un secteur de la sécurité professionnel, responsable et inclusif est essentiel pour garantir une paix durable et un développement viable. La réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance (RSS&G) constituent l'une des pierres angulaires de la consolidation de la paix.

Message clé n°14 : Les opérations de maintien de la paix soutiennent indirectement la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et la gouvernance en maintenant un environnement pacifique qui rend les processus nationaux de RSS possibles. Les composantes des missions de l'ONU soutiennent également la RSS&G nationale de deux manières essentielles :

- Participer au renforcement des capacités des institutions nationales de sécurité (forces armées, police, etc.)
- Renforcer le respect des droits humains.

Message clé n°15 : L'unité chargée de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) soutient les efforts de réforme du secteur de la sécurité et de gouvernance (RSS&G) d'un pays hôte, en coordination avec d'autres acteurs de la mission et des partenaires clés, en aidant les autorités nationales à renforcer la bonne gouvernance et le contrôle civil des institutions de sécurité.